

Outre l'intérêt de cette dernière partie du travail de la commission, tiré de son utilité pratique, elle emprunte son caractère de préférence au retranchement possible de la plus grande partie de l'autre, sans nuire à l'efficacité de l'œuvre et en détruire l'harmonie. En effet l'appel au Conseil privé pourrait être conservé, les juges suppléants peuvent n'être pas choisis parmi les avocats, l'avocat-général peut n'être pas institué ou il peut l'être avec des pouvoirs plus restreints, les juges de la Cour supérieure peuvent comme par le passé tenir la Cour de circuit, le jury civil peut être maintenu dans les cas où il est en vigueur, que le projet de réforme de la procédure civile n'en souffrirait pas d'atteinte radicale.

Le savant juge n'a fait allusion à cette seconde partie du projet que pour affirmer expressément ou implicitement l'impossibilité d'améliorer le système actuel, et c'est cette admission, quoique démentie par un tout petit projet de réforme qu'il suggère lui-même, qui, à mon sens, a frappé son travail de stérilité et l'a réduit aux proportions d'une critique spéculative et dénuée d'utilité pratique. Je suis en droit d'inférer de ce silence l'approbation de la part du savant juge, de cette seconde partie du projet. La bonne volonté qu'il a mise à censurer la première est une garantie de ses dispositions à l'égard de la seconde.

Une des conditions d'une critique utile d'un projet de réformes judiciaires, est qu'elle soit accompagnée d'un plan meilleur. Sans elle le critique est un médecin qui blâme, sans suggérer de remède efficace ou qui n'en suggère que de pires.

Voyons quel est le projet du savant critique. Il propose l'abolition de la résidence des juges dans les districts ruraux. Il y a une difficulté qui n'est pas légère, à la réalisation de ce projet, c'est de le faire adopter par les chambres. On l'a dit ailleurs, le seul soupçon soulevé au sein de l'as-